

Zeitschrift: Schweizerische Zeitschrift für Geschichte = Revue suisse d'histoire = Rivista storica svizzera

Herausgeber: Schweizerische Gesellschaft für Geschichte

Band: 59 (2009)

Heft: 1: Problem Schweizergeschichte? = Y a-t-il un problème avec l'histoire suisse?

Artikel: L'histoire nationale suisse est-elle compatible avec la démocratie?

Autor: Herrmann, Irène

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-99160>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 28.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

L'histoire nationale suisse est-elle compatible avec la démocratie?

Irène Herrmann

Summary

This article intends to deconstruct the links between national history and democracy in Switzerland. This link was established at the end of the 19th Century, as history both seemed to prove the inherent democratic nature of the Swiss nation and to help confirm this political specificity. During the 20th Century and especially in its second half, some of the cultural consequences of democratization, such as the improvement of education and the intensification of individual self-consciousness, increasingly challenged and confronted the classical narration of Swiss national past. As a result, this traditional narration was less and less taught, and consequently less well known. Paradoxically, this evolution ended with the introduction in Swiss political life of anti-democratic features often allegedly based on national history. However, this last development and the danger it represents for democratic institutions seem precisely to trigger a renewed interest for Swiss national history, of which this article is merely an example.

Depuis plus d'une vingtaine d'années, soit depuis que la primauté du national tend à s'estomper, les historiens s'interrogent toujours plus sur les usages politiques de leur savoir. Cet intérêt s'est tout d'abord concentré sur les régimes autoritaires, tant il est vrai que l'instrumentalisation du passé y est sans doute plus criante qu'ailleurs¹. Les études se sont ainsi multipliées sur cette pratique classique du pouvoir en Allemagne nazie ou en Russie soviétique. Le premier cas a fourni aux chercheurs une

¹ *Les usages politiques du passé*, François Hartog et Jacques Revel (éds), Paris, Editions de l'EHESS, 2001; *Actes, rapports, résumés et présentation des tables rondes. XIX^e Congrès international des Sciences Historiques*, Oslo, 2000, pp. 83–98, 131–136.

abondance d'outils méthodologiques sans lesquels il devient difficile de conceptualiser les différents rapports publics à la mémoire. Le décryptage du second est intrinsèquement lié aux efforts de démocratisation consentis dans l'URSS de Gorbatchev, comme si l'invention d'un nouveau modèle de gouvernement devait obligatoirement passer par le comblement des «taches blanches» qui parsemaient jusqu'alors les connaissances publiques sur la période soviétique².

Le lien entre instrumentalisation politique de l'histoire nationale et contexte démocratique s'est tissé un peu plus tardivement dans les sciences sociales. Il est vrai que l'exercice est peu aisé. En effet les abus semblent moins évidents car les manipulations y sont peut-être plus discrètes ou faites de meilleure foi; et surtout, elles émanent d'un univers relativement familier à ceux qui l'explorent et bénéficient d'une distance idéologique, géographique sinon temporelle réduite face à leur objet d'étude. Il n'empêche, la tâche n'est pas impossible et, à bien des égards, l'implication inévitable de l'historien dans sa quête rend cette dernière des plus intéressantes³.

Dans cette configuration, la Confédération constitue un champ d'investigation fascinant, pour plusieurs raisons. Jusqu'à une période récente, on y constatait un désintérêt à peine masqué pour tout ce qui touche au passé national, repérable dans la place plutôt modeste réservée à ce savoir dans l'enseignement secondaire et supérieur⁴. Par ailleurs, on y observe depuis quelques années la multiplication des dérives démagogiques qui dévoient les libertés citoyennes au nom du peu-

2 Voir, notamment, Maria Ferretti, «La mémoire refoulée. La Russie devant le passé stalinien», *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, année 1995, volume 50, numéro 6, pp. 1237-1257; Andreas Langenohl, *Erinnerung und Modernisierung. Die Rekonstruktion politischer Kollektivität am Beispiel des Neuen Rußland*, Göttingen, 2000; Maria Ferretti, «Le stalinisme entre histoire et mémoire: le malaise de la mémoire russe», *Historiens et usages publics du passé: Allemagne, Italie, Russie*, Bruno Groppo, Rossana Vaccaro (éds), Nanterre, Bibliothèque de documentation internationale contemporaine, 2002, pp. 65-81; Kathleen E. Smith, *Mythmaking In The New Russia: Politics And Memory In The Yeltsin Era*, Ithaca et Londres, Cornell University Press, 2002; Jutta Scherrer, *Kulturologie: Russlands auf der Suche nach einer zivilisatorischen Identität*, Göttingen, Wallstein Verlag, 2003; Elisabeth Gessat-Anstett, *Une Atlantide russe. Anthropologie de la mémoire en Russie post-soviétique*, Paris, La découverte, 2007.

3 On citera par exemple: *Les usages du passé dans la construction nationale*, in *Transitions*, vol. XLIV/2 (2005); *Politiques du passé: usages politiques du passé dans la France contemporaine*, Claire Andrieu, Marie-Claire Lavabre et Danielle Tartakowsky (éds), Aix-en-Provence, Publ. de l'Université de Provence, 2006; *La concurrence des passés. Usages politiques du passé dans la France contemporaine*, Patrick Garcia, Marilyn Crivello et Nicolas Offenstadt (éds), Aix-en-Provence, Presses universitaires de Provence, 2006; *Les Guerres de mémoires. La France et son histoire*, Pascal Blanchard et Isabelle Veyrat-Masson (éds), Paris, La découverte, 2008.

4 On en veut notamment pour preuve l'abandon de l'histoire suisse comme branche principale à l'Université de Zurich.

ple⁵. Or, malgré cela, l'histoire nationale, entendue comme la narration dominante du passé helvétique⁶, tout comme la démocratie, considérée comme une culture politique privilégiant l'expression des desiderata du public, y sont étroitement imbriquées, au plus tard depuis la fin du XIX^e siècle.

Leur interaction s'établit au sein d'une dynamique triangulaire dont deux des pans principaux ont déjà été plus ou moins étudiés: à savoir le lien entre la construction nationale et l'écriture du devenir suisse d'une part⁷, ainsi que – dans une bien moindre mesure –, le rapport entre l'édification d'une identité supracantonale et l'élaboration d'un système politique démocratique⁸. Toutefois, on n'a jusqu'à présent guère relié ces deux phénomènes entre eux, et on semble s'être moins interrogé sur les interférences existant entre histoire suisse et démocratie⁹.

Dès lors, il paraissait intéressant de questionner cette relation, soit d'examiner non seulement comment elle s'est construite mais également comment elle a évolué; de regarder quelles ont été les conséquences à long terme des influences de la démocratie sur l'histoire nationale, puis de cette dernière sur la démocratie; d'explorer ensuite les défis que les développements récents d'une coopération jadis si fructueuse lancent aux historiens du XXI^e siècle, soit de voir quels problèmes ils poseront à l'histoire nationale en Suisse.

5 Les dérives les plus importantes sont sans conteste dues à l'Union démocratique du centre (UDC). Voir Pietro Boschetti, *La conquête du pouvoir. Essai sur la montée de l'UDC*, Genève, Editions Zoé, 2007; François Cherix, *Christoph Blocher ou le mépris des lois*, Lausanne, Editions Favre, 2007; Oscar Mazzoleni, Philippe Gottraux, Cécile Péchu (éds), *L'Union démocratique du centre: un parti, son action, ses soutiens*, Lausanne, Editions Antipodes, 2006.

6 D'après l'utile définition posée dans *L'histoire en partage. Usages et mises en discours du passé*, Jocelyn Létourneau et Bogumil Jewsiewicki (éds), Paris, 1996.

7 Manfred Hettling, «Geschichtlichkeit. Zwerge auf den Schultern von Riesen», *Eine kleine Geschichte der Schweiz*, Francfort-sur-le-Main, 1998, pp. 91–132; Oliver Zimmer, *A Contested Nation. History, Memory and Nationalism in Switzerland, 1761–1891*, Cambridge, 2003, et surtout Guy P. Marchal, *Schweizer Gebrauchsgeschichte: Geschichtsbilder, Mythenbildung und nationale Identität*, Bâle, Schwabe, 2006.

8 Une grande partie de la production publiée à l'occasion des 150 ans de la Constitution de 1848 était consacrée à ce thème. Voir entre autres: *Im Zeichen der Revolution: der Weg zum schweizerischen Bundesstaat, 1798–1848*, Thomas Hildbrand, Albert Tanner (éds), Zurich, Chronos, 1997; Tobias Kästli, *CH – eine Republik in Europa: der schweizerische Nationalstaat seit 1798*, Zurich, Verlag Neue Zürcher Zeitung, 1998; *Revolution und Innovation: die konfliktreiche Entstehung des schweizerischen Bundesstaates von 1848*, Andreas Ernst et al. (éds), Zurich, Chronos, 1998; *Etappen des Bundesstaates: Staats- und Nationsbildung der Schweiz, 1848–1998*, Brigitte Studer (éd.), Chronos Verlag, Zurich, 1998.

9 Toute règle connaît ses exceptions. Voir notamment: Guy P. Marchal, «Die Schweizer und ihr Mittelalter. Missbrauch der Geschichte?», *Revue suisse d'Histoire*, 2005/2, pp. 131 et sq.

I. Démocratie et histoire nationale

Logiquement, la connexion entre histoire nationale helvétique et démocratie ne date pour l'essentiel que de la fin du XIX^e siècle, quand la Suisse – en tant que nation viable –, la démocratie – en tant que système politique valable – et l'histoire – en tant que discipline scientifique – s'affirment sur la scène occidentale. Plus concrètement, cette association est alors favorisée par la conjonction de trois phénomènes qui façonnent cette union et lui confèrent ses traits les plus marquants.

Quand, dans le dernier tiers du XIX^e siècle, la concurrence féroce entre les nationalismes européens prend une tournure résolument agressive, les autorités suisses entreprennent de réaffirmer – c'est-à-dire de modeler – ce qu'elles se sont résolues, faute de mieux, à considérer comme des particularités helvétiques. Ainsi, en complétant bon gré mal gré le suffrage universel masculin par l'octroi du droit de référendum puis d'initiative, les radicaux estiment donner une expression institutionnelle à l'amour de la liberté qui distinguerait leur patrie, par ailleurs dépourvue de critères d'identification plus visibles, tels qu'en présentent alors la France ou l'Allemagne.

Lorsque ces dernières, précisément, décident d'en découdre par les armes, elles suscitent en Suisse une frayeur immense. Cette peur incite les autorités à stimuler les capacités de défense de leurs concitoyens. A cette fin, elles invoquent l'histoire héroïque de la Confédération. La chose est moins banale qu'il n'y paraît¹⁰. En effet, depuis 1848, les dirigeants *freisinnig* avaient cessé de se référer explicitement à la narration officielle du passé. Ils craignaient de rappeler les modes de gouvernement utilisés sous la République helvétique de sinistre mémoire. En outre, tous les héros de la saga médiévale provenaient des cantons du Sonderbund¹¹. D'ailleurs, l'histoire glorieuse des origines était devenue l'apanage des cercles érudits constitués au sein des cantons vaincus¹².

10 De fait, cette retenue se démarque fondamentalement de ce qui se pratiquait antérieurement dans le camp radical. Le changement est de taille, même si il a été minimisé par certains auteurs, cf. Andreas Suter dans: «Nationalstaat und die 'Tradition von Erfindung'. Vergleichende Überlegungen», *Geschichte und Gesellschaft*, 1999/3, pp. 480–503.

11 Irène Herrmann, *Les Cicatrices du passé. Essai sur la gestion des conflits en Suisse*, Berne, Peter Lang, 2006, p. 249 *et passim*.

12 Guy P. Marchal, «Nationalgeschichten im Vergleich: 'Das Mittelalter als Identitätsfolie in Frankreich, Deutschland und in der Schweiz'», *Bildentwürfe einer Nation. Die Erfindung der Schweiz*, Zurich, Chronos, 1998, pp. 146–157; Irène Herrmann, «A la recherche des temps perdus. Régimes d'historicité et démocratie helvétiques à travers les correspondances de Jacob Burckhardt et de Philip Anton von Segesser», *Archives épistolaires et histoire*, Mireille Bossis et Lucia Bergamasco (éds), Paris, Connaissances et savoirs, 2007, pp. 265–278.

Le réinvestissement officiel du passé, accompli à la faveur du conflit franco-prussien, est non seulement remarquable mais également opportun. Il permet à la fois de renforcer le patriotisme en temps de guerre et d'accentuer l'attachement aux valeurs de liberté attribuées aux Confédérés. De fait, les événements évoqués puisaient dans une historiographie qui, depuis la fin du Moyen Âge, tentait de combiner des destinées diverses en un récit unique et cohérent.

En l'absence de continuité dynastique, la narration suivait un double fil rouge. Logiquement, elle se façonne tout d'abord par opposition à une lignée souveraine, celle des Habsbourg et, tout aussi logiquement, elle prend la forme d'une quête pérenne de liberté¹³. A la faveur de la plasticité de cette notion, il sera loisible de présenter cette aspiration fondamentale comme un besoin naturel d'indépendance bien sûr, mais également de fédéralisme, de neutralité, ou dès la fin du XIX^e siècle, de démocratie.

Cette dernière interprétation est essentiellement le fait d'une génération de chercheurs exceptionnellement brillants, gagnés par les idées radicales. Sous leur plume, le destin helvétique s'organise comme un récit téléologique devant obligatoirement mener à la Constitution de 1848. Pour plus d'impact, la narration est émaillée d'épisodes pittoresques dont on soupçonnait déjà le caractère légendaire mais dont on appréciait le pouvoir d'évocation et de persuasion¹⁴.

De fait, le talent irréfutable de ces auteurs, joint à l'adéquation entre le contenu imprimé à l'histoire suisse et les qualités prêtées à l'esprit national, déboucheront sur une association aussi fructueuse que durable. Cette présentation spécifique du passé a entre autres contribué à dominer les tentations frontistes des années trente – en une réaction dont la Seconde Guerre mondiale prouvera la justesse, confirmant les Suisses dans leur rôle historique d'incarnation vivante de la liberté, c'est-à-dire de l'indépendance nationale et de la démocratie¹⁵.

En d'autres termes, la construction nationale a eu des conséquences démocratiques et historiennes qui, dans un premier temps, se sont mutuellement confortées. Cette dynamique a sans aucun doute accentué l'orientation donnée à la narration officielle du devenir suisse mais elle a surtout concouru à transformer de nouvelles pratiques politiques en

13 Richard Feller, Edgar Bonjour, *Geschichtsschreibung der Schweiz vom Spätmittelalter zur Neuzeit*, Bâle/Stuttgart, Helbing und Lichtenhahn, 1979.

14 Sascha Buchbinder, *Der Wille zur Geschichte. Schweizergeschichte um 1900 – die Werke von Wilhelm Oechsli, Johannes Dierauer und Karl Dändliker*, Zurich, Chronos Verlag, 2002.

15 Brigitte Studer, «La réintégration de la Suisse à l'histoire. Les enjeux du passé entre savoir, mémoire et pouvoir», *Itinera*, fasc. 23, 1999, pp. 25–33.

une véritable tradition dont les effets finiront pourtant par se retourner contre l'histoire.

II. Démocratie contre histoire nationale

En tant que régime politique censé exprimer la volonté de l'ensemble des citoyens, la démocratie présuppose l'acquisition de certains savoirs indispensables à la bonne marche de la chose publique. La connaissance et la fierté tirées du passé ont joué un rôle incontestable dans ce domaine. Jusqu'au milieu du XX^e siècle, les pouvoirs publics ont ainsi multiplié les manifestations à caractère patriotique, destinées à rappeler les exploits d'antan de manière plus ou moins allusive, allant des fêtes commémoratives¹⁶ à la simple exploitation de symboles¹⁷, en passant par la réécriture officielle des pages finalement peu glorieuses du passé national¹⁸. Au-delà du message purement informatif ou nationaliste, il s'agissait aussi d'inciter la population à concevoir ses droits politiques non comme des biens à exploiter sans compter, mais comme un pécule à gérer de façon à ne surtout pas dilapider l'héritage reçu.

A sa manière, cette imprégnation aussi spectaculaire que ludique contribue non seulement à la familiarisation des citoyens avec le maniement des outils décisionnels mis à leur disposition, mais aussi à l'intégration d'un état d'esprit spécifique, indissociable de cet apprentissage. En d'autres termes, les Helvètes affinent parallèlement leur sens critique et prennent une conscience accrue de l'importance de leur opinion ou, plus généralement encore, de leur individu¹⁹. Le phénomène n'est pas exceptionnel et semble même, au risque de caricaturer le trait, typique des sociétés engagées dans un processus de démocratisation.

Toutefois, dès les années 1960–1970, ces développements semblent entrer en contradiction avec l'historiographie nationale ou plutôt avec les spécificités que lui avait conférées sa contribution à la construction d'un Etat helvétique «naturellement» démocratique. Cette opposition se repère à différentes attitudes qui illustrent des facettes complémentaires du malaise insensiblement suscité en Suisse par la narration désormais classique de la destinée du pays.

16 *Les Suisses. Modes de vie, traditions, mentalités*, Paul Hugger (éd.), Lausanne, Payot, 1992, t. 2, pp. 809 et sq.

17 La fameuse *Gebrauchsgeschichte* (op. cit.) thématisée par Guy P. Marchal.

18 Sacha Zala, *Gebändigte Geschichte. Amtliche Historiographie und ihr Malaise mit der Geschichte der Neutralität*, Berne, Archives fédérales, 1998.

19 Entretien avec François Walter, 29 octobre 2008.

L'une des premières réactions émane des chercheurs eux-mêmes qui, dans un souci de vérité scientifique et citoyenne, se détachent progressivement de la version idéalisée que leurs prédécesseurs avaient léguée du passé helvétique. A l'instar de leurs collègues étrangers, incités par les guerres mondiales à rejeter leur histoire nationale, les universitaires suisses entreprennent de décrypter des aspects plus économiques ou sociaux de l'aventure confédérée²⁰. Dans leur sillage les enseignants ont eux aussi commencé à délaisser l'histoire traditionnelle, considérée comme une discipline désuète, fortement marquée à droite et soupçonnée de véhiculer un contenu plus idéologique que scientifique. Dès lors, le récit de la nation est couramment relégué à la seule école primaire, qui souligne son aspect mythique tout en peinant à lui donner la cohérence indispensable à la compréhension des jeunes élèves²¹.

Sans réelle surprise, on observe que cette désaffection touche peu à peu le public. Les grandes foires passéistes, agrémentées de slogans et de symboles, ne font plus vraiment recette. Ainsi, les cérémonies destinées à marquer le 700^e anniversaire de la Confédération ont suscité la méfiance des cantons primitifs, avant d'être boudées par le reste des Suisses. Bien entendu, des raisons circonstancielles servent alors à expliquer ce manque d'enthousiasme. Mais au-delà des craintes pour l'environnement ou du mécontentement envers les autorités fédérales, on perçoit là aussi une sorte de saturation face à un mode d'exaltation historique devenu caduc, une lassitude amplifiée par la volonté de ne pas cautionner le mensonge que représenterait l'instrumentalisation des débuts légendaires de la Confédération²².

Le pouvoir a-t-il alors compris la leçon? Le fait est que, dans son désir de se disculper des accusations américaines dans l'affaire des fonds en déshérence, il adopte quelques années plus tard l'attitude que lui suggère l'opinion publique en décidant de faire toute lumière sur les agissements suisses durant la Seconde Guerre mondiale. Las! Cette recherche de vérité (moins opposée au mensonge qu'à l'occultation) mène le monde politique à faire des découvertes qu'il aurait sans doute pré-

20 François Walter, «Histoire», *DHS*, version électronique (consultée le 27 octobre 2008).

21 Tables rondes organisées par Bertrand Muller et Stéfanie Prezioso le 27 février 2008 (Université de Lausanne) et le 22 mai 2008 (Université de Genève).

22 Rémy Pithon, «Le 700^e anniversaire de la Confédération helvétique. Heurs et malheurs d'une commémoration», *Vingtième siècle*, 1993, vol. 38, pp. 13–23, consultable sur le site: http://www.persee.fr/showPage.do?jsessionid=629C182549CD034352B3C82AC8067795.vesta?luceneQuery=%28%2BauthorId%3Aauteur_xxs_1781%29+AND+%28indexable_type%3Aarticlepage%3F%29&words=auteur_xxs_1781&words=articlepage&urn=xxs_0294-1759_1993_num_38_1_2676.

féré ignorer et débouche sur une réelle remise en question de l'interprétation glorificatrice donnée jadis de l'époque²³. De fait, elle se heurte alors à un second effet collatéral de la démocratie, en provoquant des réactions hostiles de la part de la population directement concernée par les réalités ainsi dévoilées. Les témoins du conflit avaient assimilé la version embellie que les autorités leur avaient naguère donnée de la guerre, présentée au lendemain des hostilités comme une étape cruciale du combat des Suisses pour leur liberté. Dès lors, les résultats de la commission Bergier ont été compris comme une atteinte inqualifiable à leur vécu individuel, puisque l'histoire qu'ils retraçaient s'opposait à leur mémoire personnelle, même si cette dernière était encore influencée par la narration traditionnelle des choses²⁴.

Tout se passe donc comme si l'histoire suisse et la démocratie avaient cessé de se renforcer mutuellement pour finir, durant la dernière partie du XX^e siècle, par aboutir à une contradiction fondamentale. Sans doute l'opposition essentielle concernait-elle moins la narration du passé que les subterfuges mythiques destinés à lui donner le panache nécessaire pour marquer les esprits. Quoi qu'il en soit, ce refus de la légende semble avoir mené à un rejet du récit national. A moins que cette contradiction n'entraîne à l'avenir l'abandon de la démocratie elle-même?

III. L'histoire nationale contre la démocratie?

La réaction hostile de certaines personnes âgées face aux révélations historiennes sur l'attitude de la Suisse sous le nazisme constitue une altération dans la contradiction entre démocratie et histoire nationale. Sans doute cette animosité est-elle une expression de la signification accordée à l'expérience individuelle et, partant, une valorisation du vécu personnel, telles qu'elles se manifestent dans l'ensemble des cultures politiques occidentales²⁵. Mais loin de mener à un rejet du mythe, cette posture résulte d'une appropriation du message légendaire véhiculé jadis par la narration traditionnelle de la destinée helvétique.

23 Mario König, «Die Schweiz, der Nationalsozialismus und der Zweite Weltkrieg. Die Arbeit der 'Bergier-Kommission' und die weitere Forschung», *Widerspruch. Beiträge zur Sozialistischen Politik*, Heft 43, 2002, pp. 171–178; Thomas Maissen, *Verweigerte Erinnerung. Nachrichtenlose Vermögen und schweizerische Weltkriegsdebatte (1989–2004)*, Zurich, NZZ Verlag, 2005.

24 *La Suisse face au chantage. Son attitude en 1939–1945. Critiques des rapports Bergier*, Groupe de Travail Histoire Vécue (éd.), Yens-sur-Morges, Cabédita, 2002.

25 La sortie du *Rapport final* de la commission indépendante d'experts a été marquée par une double exposition itinérante dont l'une, composée de vidéos de témoignages délivrés par des acteurs mal présentés et peu contextualisés de la Seconde Guerre mondiale, s'intitulait fièrement et faussement mais significativement: «L'histoire c'est moi».

Il est vrai que dans ce cas, la relecture embellie de la réalité a fusionné a posteriori avec le souvenir, de telle sorte que la version magnifiée des faits jadis propagée par le pouvoir a pu être considérée comme *La vérité* historique par opposition au mensonge officiel diffusé à la fin des années 1990. Ainsi, là encore, les idéaux démocratiques s'opposent à la version dominante des faits en suscitant un souci d'authenticité. Mais, contrairement à ce qui s'était produit jusqu'alors, cette aspiration témoigne d'un attachement pour l'histoire nationale classique qui, depuis le début des années 2000, ne cesse de gagner des adeptes parmi des catégories plus jeunes de la population.

Ce regain d'intérêt pour un récit naguère repoussé en raison de son caractère artificiel s'explique sans doute par le contexte dans lequel s'effectue le passage au nouveau millénaire. Tout d'abord, l'écroulement de l'ordonnement bipolaire du monde et parallèlement l'accélération de la construction européenne exigent de la société helvétique un repositionnement au sein du concert des nations. Cette globalisation provoque parfois un certain désarroi et la tentation est grande alors de s'agripper au messianisme traditionnel du pays²⁶.

La chose est d'autant plus valable pour les citoyens qui, en raison de leur jeune âge, n'ont plus aucune connaissance sûre de l'histoire suisse et sont de ce fait incapables de dégager l'aspect mythique qui enrobe le récit traditionnel de la nation. Bien au contraire, c'est lui qui les séduit et qui semble donner une orientation rassurante à un quotidien devenu incertain.

Le fait n'a apparemment pas échappé à l'UDC qui s'est emparée de la symbolique et du message classique de l'ancien récit du passé national. Cela lui permet, sous couvert de démocratie, d'avancer des idées dont la démagogie n'est pas immédiatement décryptée par ceux à qui le message s'adresse. En effet, le programme ainsi proposé ne s'inscrit-il pas en continuation de ce qu'on pense être l'histoire suisse et cette dernière n'est-elle pas le récit d'une démocratie triomphante?²⁷

En dépit des apparences, cette exploitation librement consentie du passé n'est peut-être pas propre à la Suisse, même si la saga helvétique se prête particulièrement bien à cette instrumentalisation. En effet, de manière délibérément provocatrice, on peut souligner qu'une dynamique similaire se repère dans un pays qui ne passe pas pour particulièrement démocratique, quoiqu'il prétende le contraire: la Russie. A

26 Thomas Maissen, «Führerlosigkeit als Normalzustand. Die Schweizer Weltkriegsdebatte und die Krise um die nachrichtenlosen Vermögen in einer langfristigen Perspektive», *Itinera*, Bd. 25, 2004, pp. 57–69.

27 Guy P. Marchal, «Die Schweizer...», *loc. cit.*

l'orée des années 1990, la glasnost et le vent de liberté qu'elle avait fait souffler sur le système soviétique s'étaient accompagnés d'une immense aspiration populaire à la «vérité historique»²⁸. Il s'agissait non seulement de débusquer des contrevérités mais surtout de combler les taches blanches qui parsemaient le récit du passé bolchevique. Progressivement, cette demande s'est muée en saturation. Or, il est frappant de constater qu'aujourd'hui, dans sa dérive autoritaire, le pouvoir «démocratique» d'obédience poutinienne revient à une version tronquée et quasi soviétique de l'histoire, mais cette fois avec l'assentiment de ses administrés!²⁹

Par ignorance ou par tropisme identitaire l'histoire traditionnelle semble donc faire un retour en force. Toutefois, en ce début de XXI^e siècle, cette réapparition ne semble pas nourrir la démocratie, comme elle l'avait fait auparavant. Bien au contraire, elle alimente des objectifs politiques qui, à bien des égards, peuvent être considérés comme sa caricature. Cette évolution ne choque visiblement pas trop le public russe qui, il est vrai, manque de pratique en matière de démocratie. En revanche, cette évolution est moins bien acceptée en Suisse qui, il est vrai aussi, a eu plus de temps pour se familiariser avec ce système et où les citoyens manifestent aujourd'hui un engouement renouvelé pour l'histoire – en une impulsion récente et remarquable qui semble donner des indications sur la manière dont pourrait/devrait s'écrire l'histoire de la Suisse au XXI^e siècle.

Conclusion

Depuis quelques temps les Suisses témoignent à nouveau d'un intérêt notable pour l'histoire de leur pays³⁰. Peut-être s'agit-il là d'une réaction même assez lointaine à l'exploitation politique du mythe helvétique; cette dernière provoquant – on le sait – un désir confus de se confronter à des informations plus véridiques sur le passé de leur pays³¹.

28 Maria Ferretti, *La memoria mutilata: la Russia ricorda*, Milan, Corbaccio, 1993; Kathleen E. Smith, *Remembering Stalin's Victims: Popular Memory and the End of the USSR*, Cornell University Press, 1996.

29 Irène Herrmann, «Nier, avouer, se rétracter: Katyn dans le discours politique post-soviétique», *Katyn et la Suisse. Experts et expertises médicales dans les crises humanitaires*, Delphine Debons, Antoine Fleury, Jean-François Pitteloud (éds), Genève, Georg, 2009, pp. 234–244, en donne un exemple significatif.

30 En témoignent les nouvelles publications parues ou à paraître sur cet objet: Joëlle Kuntz, *L'histoire de la Suisse en un clin d'œil*, Genève, Zoé, 2006; Georges Andrey, *L'histoire de la Suisse pour les nuls*, Paris, Ed. First, 2007; Grégoire Nappey et Mix & Remix, *L'histoire suisse*, Le-Mont-sur-Lausanne, Ed. Lepp; *Neue Schweizergeschichte*, Georg Kreis (éd.), Bâle, Schwabe, à paraître en 2010.

31 Michel Audétat et Yves Steiner, «Les Suisses dépoussièrent leur passé», *L'Hebdo*, 4 octobre 2007.

Quelles que soient les raisons de ce regain d'enthousiasme récent, il est en tout cas susceptible de servir de rempart à l'usage démagogique de la saga suisse. Dès lors, il s'insère non seulement dans le rejet de la légende, mais peut également servir à cimenter les valeurs démocratiques que cette même légende avait jadis légitimées.

Cette évolution peut sans doute orienter l'histoire nationale des décennies à venir puisqu'elle souligne à la fois les méfaits de la méconnaissance du passé et l'aspiration d'une partie non négligeable du public à y remédier. Les derniers développements encouragent donc les chercheurs à se préoccuper plus nettement de leur audience. Ils pourraient ainsi produire une science un peu moins élitiste, un peu mieux diffusable, qui ne surestime pas le savoir et ne sous-estime pas l'intelligence de leur lectorat, c'est-à-dire de l'électorat. Ainsi se réinstaurerait un lien solide entre histoire et démocratie, qui permettrait de réaffirmer l'importance de cette base du triangle, quand son sommet de naguère, le sentiment d'appartenance nationale, tend à s'estomper.